

## CHAPITRE VII

### L'EMPIRE SE FAIT ATTENDRE

---

Conception d'une armée nationale. — Question du chemin de fer de Tampico à Mexico. — Projet de banque nationale. — Occupation des ports du golfe du Mexique. — Tentative de Santa-Anna. — Les généraux du Barail et d'Auvergne rentrent en France ; ce dernier est remplacé par le général Osmont, comme chef d'Etat-major.

Dans le gouvernement provisoire que nous avons créé, on semblait considérer l'Empire comme un fait accompli, et, à Mexico, on se préparait avec conviction à recevoir un Empereur.

Et pourtant, les hésitations de l'Archiduc continuaient à suivre un cours plutôt lent. Cependant, l'expédition à grande envergure que venait de faire le général en chef, avait permis de recueillir un nombre considérable d'adhésions à l'empire, collectives ou personnelles, mais surtout collectives, car les agents du gouvernement, et celui-ci même, récoltaient les votes d'une façon scandaleuse. On recueillait effectivement le vote d'un certain nombre de notables dans une localité, puis on dressait un procès-verbal dans lequel on portait le nombre de tous les habitants vivants, mâle ou non, voire même les enfants en nourrice. Le contrôle était impossible, puisqu'il n'existait pas d'état-civil et pas davantage de liste électorale. On produisit ainsi un chiffre de millions de suffrages, supérieur à celui de la population des pays occupés par nous. On envoyait, consciencieusement, à Miramar, ces éléments du vœu national réclamé par Maximilien, qui allait

alors se mettre en route, se croyant, de bonne foi, appelé par le vote unanime de ses sujets.

Aussi, le général se hâtait-il de mettre sur le chantier plusieurs affaires dont il désirait préparer la solution avant l'arrivée de l'Empereur, pensant, avec juste raison, qu'il ne rencontrerait pas certaines entraves, certaines résistances, qu'on ne manquerait pas de faire naître avec l'appui, non encore éclairé, du nouveau souverain.

Une des obligations les plus urgentes était d'assurer la sécurité dans l'intérieur du territoire occupé par nos troupes. Le général se préoccupa de créer une sorte de police militante, analogue à notre gendarmerie, dont les éléments seraient répartis dans les provinces, organisés et soldés par elles, mais dépendant absolument et à tous les points de vue du gouvernement. Cette condition était indispensable pour soustraire ces forces armées aux influences locales dans les contrées où elles se trouveraient, et surtout à la pratique des pronunciamientos. Le général fit établir un projet d'organisation de cette milice rurale, un règlement détaillé sur ses obligations et les services qu'elle aurait à remplir d'une façon à peu près conforme à notre gendarmerie. Ce règlement devait surtout s'appliquer à empêcher toute possibilité de détournement de ces troupes spéciales vers un but ou un objectif dangereux. Ce projet d'organisation fut adressé pour exécution au général Almonte, chef effectif du gouvernement; mais celui-ci, d'accord, du reste, avec le général Bazaine, décida d'attendre l'arrivée de l'Empereur pour l'adoption et la mise à exécution de ces mesures importantes. C'était logique, mais regrettable à tous égards, d'abord parce que c'était un retard indéterminé pour une application dont l'urgence s'imposait, parce qu'il eût été préférable de ne pas en infliger la responsabilité au nouveau souverain, et enfin parce que celui-ci pouvait se laisser influencer par la camarilla intransigeante qui allait l'entourer et peut-être compromettre l'économie de l'institution elle-même.

Dans ce même ordre d'idées, il fallait aborder enfin réso-

lument une autre question bien plus sérieuse et plus délicate : celle de l'organisation de l'armée nationale. Jusqu'à ce moment, le général n'avait pas paru vouloir se hâter d'étudier ce difficile problème, malgré que l'Empereur Napoléon lui en ait écrit souvent, et lui ait exprimé quelques idées personnelles à ce sujet. L'Empereur, du reste, n'en parlait que rarement d'une façon précise, ce qui faisait penser qu'il n'entrevoit pas clairement les bases sur lesquelles il devait appuyer la conception nouvelle. C'est qu'en effet ces bases ne pouvaient se percevoir aisément, car elles n'existaient pas. Il est évident qu'une armée nationale ne peut être telle que si la nation est réellement une et indivisée, ce qui n'était pas le cas. En réalité, cette armée, dans la situation du moment, ne pouvait s'appuyer que sur une partie de la nation quand l'autre partie avait aussi une armée. Aucune d'elles ne pouvait être réellement nationale; cela est peut-être spécieux, mais cela est pourtant, en simple logique.

Cette armée maximilienne, pour être nationale, ne pouvait être organisée que quand la nation tout entière, renonçant à ses anciennes divisions et les oubliant, ne formerait plus qu'un parti, animé d'un même patriotisme et acceptant sincèrement le gouvernement nouveau avec ses institutions. Ce devait être l'œuvre de Maximilien, et, tant qu'il ne l'aurait pas accomplie, il était chimérique d'espérer qu'on pourrait constituer, d'une façon durable, une armée nationale.

En effet, il n'était pas très difficile de créer, sur le papier, des régiments, des brigades, des divisions; mais avec quoi remplir les rangs de ces troupes, à qui en confier le commandement? Il était, à la rigueur, facile de résoudre cette question en ce qui concerne les hommes de troupes : en fait de nationalisme, ceux-ci sont à peu près tous sur le même pied, c'est-à-dire qu'ils n'en ont pas, ou bien qu'ils en ont trop, puisque généralement ils servent indistinctement tous les partis successivement, de sorte que si ces partis, qui se disputent, disparaissaient sous le souffle d'un seul et unique

sentiment politique, ils pourraient faire des soldats sur lesquels il serait possible de compter.

Tant qu'il n'en sera pas ainsi, il sera impossible d'être garanti contre les insubordinations, les rébellions, les désertions et, finalement, les pronunciamientos, pour ne pas dire trahisons. Toutes calamités qui, du reste, durent causer la perte du malheureux Maximilien.

Quant aux cadres, officiers surtout, le problème est plus sérieux et même insoluble, tant qu'on n'aura pas obtenu que les conditions, formulées dans le manifeste du général Forey, du 12 juin 1863, soient acceptées et remplies par tous les Mexicains.

Le Gouvernement français avait bien jugé ainsi l'état de la question; aussi, avait-il cru tourner la difficulté en imaginant d'adopter, comme base de cette armée nationale, une légion étrangère nombreuse et fortement constituée. Il avait, dans ce but, invité le général Bazaine à rechercher et à étudier les voies et moyens nécessaires pour recruter et organiser cet élément particulier de la nouvelle force armée. Et pourtant, il m'a toujours semblé que ce ne pouvait pas être la solution du problème. Le fait même qu'elle serait composée d'éléments étrangers, enlevait à cette armée son caractère national. Elle serait toujours envisagée comme mercenaire et n'aurait, par cela même, aucune considération morale. Et puis, on ne pourrait pas espérer ne remplir ses cadres qu'au moyen d'officiers étrangers, surtout ceux des chefs de corps et des généraux. On tournait donc dans un cercle vicieux.

Cependant, pour satisfaire au désir de l'Empereur, qui alors avait hâte de prévoir le moment où il lui serait possible de rapatrier une partie de ses troupes, le général en chef avait élaboré un projet très complet, aussi habilement conçu que possible et très large dans sa conception. Il l'avait envoyé à l'Empereur. Mais comme les hésitations qui se prolongeaient dans l'esprit de Maximilien, faisaient croire à la possibilité que ce prince n'acceptât pas la couronne, le

Gouvernement français ne voulut plus se presser dans la mise à exécution du projet Bazaine. A la fin du mois de mars, on lui écrivit qu'il n'y avait pas lieu de se hâter et que lorsque le moment opportun serait venu, on lui enverrait les ordres nécessaires, mais qu'en somme, l'Empereur approuvait entièrement son projet.

Toutes les affaires capitales restaient donc en suspens. Ce n'était pas la peine que nos troupes eussent mené si rapidement leur œuvre de conquête du territoire impérial, quand le futur empereur mettait tant de temps à mener sa campagne d'acceptation contre les hésitations naturelles de son caractère et contre ses exigences personnelles à l'égard de la Maison d'Autriche, dont il fallait se détacher à son grand regret!

Il n'y avait pas seulement que ces grosses questions d'importance générale qui se trouvaient enlisées, mais bien d'autres encore, et pourtant on voulait aller de l'avant dans l'essor qu'on avait promis de donner au Mexique pour le développement de ses richesses et de sa prospérité. C'est ainsi que, dès le commencement de l'année, une compagnie française et anglaise s'était formée pour construire, à ses risques et périls, une ligne de chemin de fer entre Mexico et Tampico. L'ouverture de cette grande voie de pénétration du Mexique au cœur du pays, devait être une source de développement commercial et industriel très considérable. Cette œuvre était remarquablement conçue, car elle était bien plus avantageuse, et préférable à tous égards, à celle commencée depuis longtemps entre Vera-Cruz et Puebla et poursuivie lentement, péniblement par nous, depuis quelques mois, sous la direction d'ingénieurs français. Cette voie nouvelle était d'une construction beaucoup plus facile en ce qu'elle évitait des accidents de terrain formidables qu'il fallait tourner avec de grandes difficultés. Enfin, le chemin de fer projeté avait l'immense avantage d'aboutir à un port, celui de Tampico, qui, par sa situation, surtout par les dispositions particulières de la côte et des plages ambiantes, à l'embou-

chure d'un des plus grands cours d'eau descendant dans le golfe, est, à tous les points de vue de la navigation, bien préférable à Vera-Cruz, la terreur des marins. Vera-Cruz, en effet, n'est pas un port; ce n'est même pas une rade foraine et pendant la période des coups de vent, si fréquents et si terribles dans le golfe du Mexique, les navires sont en perdition constante dans les mouillages, même les mieux abrités par le rocher de Saint-Jean d'Ulloa. Au contraire, Tampico présente une rade et un port qui peuvent recevoir des navires en quantité considérable et où ceux-ci sont en tous temps à l'abri. Ces considérations concluantes avaient fixé le jugement du général Bazaine, qui approuva complètement le projet franco-anglais, présenté par de grosses personnalités techniques et financières. Il demanda avec instance qu'il fût mis à exécution dans le plus bref délai possible. Malheureusement encore le gouvernement d'anémiques qui tenait, dans des mains débiles, les intérêts du Mexique, résolut encore d'attendre l'Empereur pour accorder définitivement la concession; c'était un enterrement de première classe, car les influences et les intérêts particuliers allaient se mettre à l'œuvre et Maximilien, circonvenu, n'osa jamais faire acte de virilité pour leur résister. Il refusa la concession. Certainement, il n'a jamais su pourquoi! En tout cas, je ne crains pas d'avancer que si la compagnie qui demandait la concession de ce chemin de fer avait été belge, elle aurait obtenu immédiatement satisfaction complète; l'Empereur et l'Impératrice avaient une singulière façon d'entendre leur nouveau patriotisme! Du reste, je m'expliquerai plus loin sur ce point d'exclamation.

Vers la même époque, au mois d'octobre 1863, plusieurs banquiers français, réunis en société, avaient demandé au gouvernement de la Régence le privilège pour l'établissement d'une banque, dite du Mexique, qui serait, en quelque sorte, la similaire de notre Banque de France, placée sous le protectorat direct du gouvernement. On discuta longtemps sur cette affaire; sans doute qu'il y avait encore quelques appé-

tits à assouvir. Enfin, tout s'arrangea. A la fin de janvier 1864, la Régence daigna promulguer le décret de concession de la dite banque mexicaine, mais à la condition toutefois qu'elle ne pourrait commencer à opérer qu'après la ratification de l'Empereur. C'était absolument grotesque, cet Empereur n'existant pas encore; c'était même dangereux, car si l'Archiduc s'était enfin décidé à ne pas accepter la couronne, toutes ces concessions, ces décrets devenaient nuls, si la partie civile contractante, s'étant ravisée, déclarait vouloir attendre à perpétuité la ratification de Maximilien.

Quoi qu'il en fût cependant, si le gouvernement n'était pas pressé d'avoir une banque, le général en chef se préoccupait d'étendre encore notre rayon d'action dans le pays et surtout de mettre la main sur les ports afin de faire rentrer dans la caisse de l'Etat, qui devrait être la nôtre, les revenus de leurs douanes. Il avait déjà prescrit de saisir les ports du Pacifique; restaient ceux du golfe du Mexique, c'est-à-dire Tampico, qui était déjà occupé par une garnison française; Matamoros, situé à l'extrémité nord et Campêche, à l'extrémité sud. Matamoros était établi à plusieurs lieues dans le fleuve *Rio del Norte*, formant frontière avec les Etats-Unis, et, en raison du difficile accès de sa barre, nos bâtiments ne pouvaient y remonter pendant l'hiver; il fallut attendre le printemps pour occuper cette place, importante par sa position frontière immédiate et parce que c'est par elle que le gouvernement de Juarez recevait les armes et munitions nécessaires à ses troupes. Quant à Campêche, le général Bazaine avait prescrit au capitaine de vaisseau Cloué, commandant la frégate *Magellan*, d'occuper ce port. Ce qui fut fait consciencieusement et avec habileté, car le commandant Cloué obtint la soumission de toute la province du Yucatan et la reconnaissance du gouvernement par les troupes qui l'occupaient sous le commandement du général Navarrete. Tout marchait à souhait dans le domaine des affaires où on n'attendait pas la sanction du futur Empereur.

En outre, le général Bazaine s'occupait toujours, avec un soin minutieux et discret, d'obtenir des adhésions de la part des personnalités importantes restées dans le gouvernement de Juarez; mais il surveillait, avec une grande attention, celles qui s'offraient spontanément, d'où qu'elles vinssent, surtout de la part des anciens personnages politiques civils ou militaires qui foisonnaient au Mexique ou à l'étranger. C'est ainsi qu'il écarta celle d'une célébrité relative mais bruyante qui, pendant toute son existence, avait joué au Mexique les grands premiers rôles. C'était le général Santa-Anna. Ce vieux chef d'état à éclipses, alternativement six ou sept fois président de la République ou conspirateur, perdit, en 1838, une jambe, emportée par un boulet, lors du bombardement de Saint-Jean d'Ulloa par la flotte française, ce qui lui inspira, du reste, à notre égard une sympathie plutôt froide. Santa-Anna sut toujours tirer ses épingles du jeu, car il possédait une colossale fortune, ce qui favorisait singulièrement le jeu de ses perpétuelles intrigues. Il ne pouvait pas se faire à l'idée que quelqu'autre que lui détint le pouvoir au Mexique. Et pourtant il eut la perfide audace de débarquer un jour à Vera-Cruz; c'était quelque temps après notre retour à Mexico. Il croyait, sans doute, que le général en chef était encore perdu dans les horizons de Guadalajara. Il se trompait car, avisé de son arrivée par le commandant supérieur de Vera-Cruz, qui télégraphia sa présence à bord d'un courrier anglais, le général, trouvant qu'il y avait déjà trop de gens comme lui au Mexique, répondit de lui interdire de descendre à terre à moins qu'il ne consentit, ainsi que son fils qu'il avait amené comme renfort, à signer une déclaration formelle d'adhésion sans réserves au gouvernement de l'Empire. En imposant des conditions aussi dures pour une personnalité aussi haute, aussi fière, et à laquelle il croyait encore des sentiments de conscience, le général espérait bien qu'il n'oserait pas s'engager ainsi et qu'il repartirait avec le bateau qui l'avait amené. Il ne connaissait pas encore suffisamment la perfidie éhontée de son homme. Santa-

Anna aurait signé tout ce qu'on aurait voulu. En effet, le père et l'enfant n'hésitèrent pas à signer sur *l'honneur* qu'ils adhéraient à l'intervention française et à l'Empire, qu'ils s'abstiendraient de toute espèce de démonstrations politiques et s'engageaient à ne rien faire en paroles ou *par écrit* qui ferait croire qu'ils voulaient être autre chose que de simples citoyens. Ils débarquèrent et le vieux forban politique écrivit à Almonte, son vieil ami, pour l'assurer de son dévouement et offrir même ses services au gouvernement de l'Empire. Mais en même temps, il rédigeait une proclamation hostile à l'intervention et au gouvernement, l'expédiait à ses amis et la faisait publier dans un journal. Le général, aussitôt avisé de cette félonie envers une parole d'honneur donnée, par écrit même, envoya à cet impudent personnage l'ordre formel de quitter le pays et prescrivit à l'amiral commandant la flotte à Vera-Cruz de l'embarquer sur le champ à bord d'un bâtiment de guerre avec sa famille, et de faire transporter le tout à la Havane; ce qui fut fait consciencieusement.

La moralité, ou plutôt l'immoralité, de cette histoire fut que Santa-Anna continua à conspirer et même à déchaîner, contre ceux qui avaient eu le tort de croire à sa parole d'honneur, les hostilités des Etats-Unis!

En tout cas, il fut très heureux que le général Bazaine n'ait pas eu la déplorable faiblesse d'attendre l'arrivée de Maximilien pour se débarrasser de cet encombrant personnage, car l'Empereur Napoléon, à qui Santa-Anna se plaignit des procédés du général Bazaine, lui en avait exprimé ses regrets et aurait peut-être invité son représentant au Mexique à laisser rentrer ce patriote dans son pays. Cependant, il recula devant le fait accompli. Mais, si on doit reconnaître qu'il ignorait les détails et le manquement à l'honneur du réclamant, on a le droit de dire qu'il aurait, au moins, dû s'éclairer avant de faire des remontrances.

Cependant Bazaine fut plus heureux dans les négociations qu'il eut à entamer avec un général de Juarez, notabilité

assez importante, le général Uruga, qui tenait la campagne avec 4 ou 5.000 hommes dans l'état de Colima et que notre occupation de la région de Guadalajara avait isolé de Juarez fuyant vers le Nord. Uruga lui ayant envoyé un émissaire, le général saisit habilement l'occasion d'entrer en relation avec cet adversaire de marque et lui écrivit une lettre d'une finesse de touche remarquable où, avec une courtoisie et une bonhomie dues à *un frère d'armes*, heureusement associées à la grande dignité de sentiment qui devait caractériser le chef d'une armée victorieuse et le représentant de la France, où, enfin, tout en flattant son amour-propre dans une mesure pleine de finesse et lui promettant sa haute protection, à l'occasion, il l'engageait très naturellement à ne pas priver son pays de ses éminents services et lui conseillait bien franchement de se rallier simplement et sincèrement au gouvernement nouveau. Cette lettre eut un plein succès. Mais, Uruga, ne se souciant pas d'aller faire au général mexicain Almonte une sorte d'acte de soumission qu'il avait fait moralement au général français Bazaine, il attendit l'arrivée de Maximilien et se présenta alors avec toutes les troupes placées sous ses ordres, 4 ou 5.000 hommes. Celles-ci furent reçues avec les honneurs militaires par les troupes françaises qu'Uruga rencontra en pénétrant dans nos lignes.

Cependant, autour de nous, dans le corps expéditionnaire, quelques mutations importantes s'étaient produites depuis notre retour. Le général du Barail, notre intelligent et savant sabreur, souffrait depuis longtemps d'une affection interne lui causant des douleurs intolérables qu'il ne dominait qu'avec son énergie de fer. La campagne de l'intérieur l'avait mis dans un état pitoyable et il lui fallait absolument se reposer au loin des lourdes obligations du devoir; mais il ne voulait pas demander ce repos. Le général le lui offrit et le brave, terrassé par la maladie, se décida à rentrer en France. Ce départ lui parut moins amer en considérant que les événements militaires futurs ne seraient plus de nature à comporter l'action compacte de tous les beaux esca-

drons réunis sous son commandement. Alors, ne devant plus les mener au combat, il les quitta avec moins de regrets.

Le général d'Auvergne, chef d'état-major du corps d'armée, qu'avait amené le général Forey, était un fidèle, un dévoué, mais il souffrait toujours depuis, qu'à Orizaba, il s'était cassé une jambe accidentellement; et puis, cet ancien bras droit du général en chef, surnommé, par nous, « l'homme tranquille », ne s'appliquait pas suffisamment à l'habileté, à l'activité prompte et fiévreuse du nouveau commandant du corps expéditionnaire. La campagne que nous venions de faire, aussi pénible pour l'esprit que pour le corps d'un chef d'état-major, l'avait surmené et il avait demandé à rentrer en France. Il allait être remplacé par le général Osmont.

Cependant, si on préparait beaucoup, on ne faisait rien, à Mexico, en prévision de la venue d'un Empereur. Les jours passaient, les semaines s'écoulaient, et on ne voyait rien venir, pas même la nouvelle de l'acceptation du Prince qui devait régner. Les bruits les plus variés entremêlaient, de façon déplorable, les informations sérieuses, officielles même et jamais on n'apprenait rien de ferme ni de catégorique. Pourtant Maximilien avait reçu les résultats du fameux plébiscite ! M. Gutierrez de Estrada, ce grand et principal promoteur de cette candidature impériale, était en Europe et faisait les efforts les plus persistants pour hâter la solution. L'Empereur Napoléon III, de son côté, s'attachait à aplanir les obstacles qui arrêtaient Maximilien; il envoyait des messagers à Miramar pour vaincre ses hésitations. Mais l'Archiduc restait toujours indécis, ce qui était, du reste, le propre de son caractère. Hélas ! que n'a-t-il hésité davantage afin qu'on renonçât à le pousser, à le prier; c'eût été, à mon avis, le salut de notre entreprise. Si l'Empereur des Français avait pu apprécier exactement la situation vraie des esprits au Mexique, à la suite de l'effet matériel et moral produit par la campagne qu'on venait de faire dans l'intérieur, peut-être eût-il changé subitement son fusil

d'épaule. Il aurait bien fait. La conciliation, l'entente cordiale, indispensables pour établir un gouvernement stable, ne pouvaient se faire alors qu'autour du général Bazaine, qui seul avait encore donné et pourrait donner les garanties de modération, de libéralisme et de justice que nécessitaient les institutions. Il avait avec lui les réactionnaires modérés, et les Libéraux venaient à lui. Ils y viendraient en masse le jour où ils n'auraient plus devant les yeux l'apparition probable d'un Empereur implanté par les cléricaux dont ils ne pourraient plus se débarrasser ni repousser l'influence néfaste. Les événements futurs ont prouvé qu'ils avaient raison de se méfier.

## CHAPITRE VIII

### ACCEPTATION DE MAXIMILIEN

---

Traité et conventions entre Napoléon III et Maximilien. — Pérégrinations de Maximilien en Europe. — Difficultés de famille. — Question de la renonciation à la couronne d'Autriche. — Intrigues multiples. — Disposition d'esprit de Maximilien; situation pénible de ce Prince. — Signature à Miramar du pacte de famille. — Fausse cérémonie du Couronnement, du serment. — Mesures maladroites et inconstitutionnelles. — Départ de Miramar des souverains du Mexique le 14 avril 1864.

Maximilien devait partir au mois de mars et pourtant, aux premiers jours de ce mois, il allait en Angleterre, puis à Bruxelles, emmenant avec lui la princesse Charlotte. Il vint à Paris pour s'entendre avec l'Empereur. Il y resta plusieurs jours; et le couple, futurement impérial, fut traité en souverains, fêté et choyé. Mais on s'occupa aussi des affaires sérieuses. Un traité fut signé entre l'Empereur Napoléon et l'Archiduc d'Autriche. Les bases essentielles de cette convention sont intéressantes à connaître car elles déterminent les engagements que prenait l'Empereur des Français vis-à-vis de celui du Mexique : le corps expéditionnaire devait être réduit à 25.000 hommes; mais dans ce chiffre, devait être comprise notre légion étrangère que déjà le ministre de la Guerre, de France, avait prescrit de porter à l'effectif le plus élevé possible. Cette légion devait rester au Mexique pendant six ans après notre départ. Les frais de l'expédition française seraient remboursés à la France par le Mexique : ils se montaient à 270 millions depuis le début